

DÉCLARATION DE M. JACQUES CHIRAC, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA LUTTE CONTRE LES MALADIES INFECTIEUSES, À SAINT-PETERSBOURG LE 16 JUILLET 2006.

16 JULY 2006 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Le G8 a pris des engagements contre le sida, la tuberculose et le paludisme, des maladies qui font encore plus de six millions de morts par an, pour l'essentiel en Afrique, alors que nous savons les prévenir et les traiter. Ces engagements, nous devons les tenir et la France y est déterminée.

Nous nous sommes engagés à faciliter l'accès aux génériques. Interdisons-nous de demander aux pays pauvres de renoncer dans des accords bilatéraux à ce que nous leur avons accordé à l'OMC. Ce serait irresponsable et immoral.

Nous avons créé le Fonds mondial, voici 5 ans. Donnons lui les moyens de poursuivre et d'élargir son action en 2006 et 2007. La France y contribuera l'an prochain à hauteur de 300 millions d'euros.

Nous nous sommes engagés à assurer l'accès universel aux traitements contre le sida en 2010. Avec 1,5 million de personnes traitées, quand il en faudrait 6 millions, nous sommes encore loin du compte. Fixons-nous une obligation de suivi et donnons-nous les moyens de nos objectifs.

Pour tenir nos promesses et vaincre les grandes pandémies, il faut amplifier la dynamique. Nous avons besoin pour cela de financements innovants, indexés sur la croissance de la richesse mondiale. Nous ne réussissons pas autrement.

A titre de première expérience, la France vient d'instaurer une contribution de solidarité sur les billets d'avion pour financer l'achat de médicaments à travers le projet Unitaid. Nous sommes en train de finaliser celui-ci avec de nombreux pays, les organisations internationales compétentes et de grandes fondations américaines (Gates et Clinton). C'est une approche moderne et efficace de la solidarité.

J'appelle tous les pays du G8 à s'y joindre.

La lutte contre les pandémies passe également par le renforcement des systèmes de santé dans les pays du Sud. Voici un siècle, l'espérance de vie et les revenus en Europe étaient aux niveaux actuels de l'Afrique. Cela ne nous a pas empêché de mettre en place les premières assurances maladie, qui ont été un facteur déterminant de progrès économique et social. Nous devons aujourd'hui aider les pays pauvres à se doter de tels systèmes. La France accueillera une conférence internationale sur ce thème à la fin de l'année.

Le monde enfin est légitimement inquiet face à la menace de la grippe aviaire. Là encore, l'exigence de solidarité et notre intérêt bien compris doivent nous conduire à faire un effort particulier en direction des pays les plus pauvres, et notamment de l'Afrique. Leur vulnérabilité est notre vulnérabilité. Nous ne pourrions pas nous protéger efficacement du virus en nous désintéressant de leur sort.